

Extrait du Bulletin "Le français à l'université"

<http://www.bulletin.auf.org>

À la veille de Montreux : quels pactes en langues ?

- Anciens numéros - 15e année / numéro 03 / troisième trimestre 2010 - Point de vue -

Date de mise en ligne : mercredi 22 septembre 2010

Agence universitaire de la Francophonie

Selon l'usage qu'on en fait, un sommet peut être hypocrite et routinier ou innovateur et pionnier. Le XIIIe Sommet de la Francophonie, qui se tiendra les 24 et 25 octobre prochain à Montreux, n'échappe pas à cette tension.

Une tension que la tragédie qui frappe Haïti, laissant ce pays francophone dévasté et son État décapité, interpelle terriblement, pour l'ancrer du côté du combat et de la mobilisation des énergies.

Car la catastrophe haïtienne, parce qu'elle n'a rien d'une fatalité, oblige la solidarité internationale, et tout particulièrement celle des espaces soudés par les langues qui courent dans l'île sous la dictée d'une histoire longtemps effacée de la mémoire collective : la créolophonie et la francophonie, certes, mais aussi l'hispanophonie et maintenant la lusophonie, portée par la présence réaffirmée de la force de paix brésilienne.

Par les temps qui courent, beaucoup de langues sont au bord de l'expropriation, et l'effondrement haïtien révolue. La violence inouïe certains diraient diabolique du séisme a des conséquences sociales et humaines effroyables. Cette souffrance est redoublée par le sentiment d'une impuissance qui vient de loin : deux cents ans de solitude.

L'opinion publique, abondamment relayée par les médias, soutient les appels pour aider Haïti à sortir des décombres. Nous ne voulons pas nous murer dans l'indifférence ; il faut réagir à l'incroyable sinistre. Mais saurons-nous le faire ? Les ravages dépassent encore, si tant est que ce soit possible, les effets destructeurs du tremblement de terre, inséparable qu'il est d'un déni des langues et de l'humanité.

Dans notre pacte social, il est admis aujourd'hui que chacun a droit à sa langue et aux langues, quelle que soit sa situation. Mais c'est un pacte toujours exposé au risque de voler en éclats s'il ne se traduit pas par des mesures institutionnelles de grande ampleur. La décision de continuer à l'assumer est un choix politique et social. Et qui a un coût non seulement sur le plan financier, mais aussi sur le plan exécutif, au sens où ce qui fait défaut n'est pas tant l'arsenal législatif que l'application intégrale des résolutions adoptées.

Au-delà des promesses indues, et parce qu'on croit à la force propulsive des espaces géoculturels, chacun attend du Sommet de Montreux qu'il nous parle d'avenir : les anniversaires n'ont de sens que s'ils investissent l'avenir de plus de justice et de solidarité. Et celui dont il est question ici est loin d'en être dépourvu.

Sans même parler du fait qu'ils coïncident avec le 50e anniversaire de l'utopie bien réelle que Brasilia, d'où ces lignes sont écrites, continue à offrir au monde, les 40 ans de francophonie institutionnelle que s'apprête à commémorer le Sommet de Montreux ont une portée politique et symbolique considérable.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte aujourd'hui 70 États et gouvernements membres (56 à part entière et 14 associés) qui ont le français en partage (il a été adopté comme langue officielle par 32 des 70 membres), mais qui avec cette langue veulent partager beaucoup plus qu'un outil de communication.

De fait, ce qui unit les 700 millions d'habitants de l'espace francophone, c'est, au-delà de leur attachement à l'usage du français et à son métissage un peu partout dans le monde, un projet politique de pluralisme culturel qui, sans méconnaître les rapports de force inhérents aux relations humaines, a précisément pour objectif d'organiser et de faire vivre la complémentarité des langues et des cultures comme facteur de développement et de solidarité internationale.

En ce sens, toute l'originalité du concept de Francophonie repose sur l'affirmation que ce n'est pas l'uniformité du

marché financier qui représente le chemin le plus court vers l'universel, mais bien l'articulation dans une gouvernance commune de la spécificité préservée des identités culturelles. Les hommes veulent bien vivre dans le paradigme de la mondialisation, mais à la condition qu'ils aient de quoi y vivre et que la souveraineté de leurs identités et de leurs modes d'expression y soit reconnue.

Aujourd'hui, la langue qui lie la communauté francophone est un français sans frontières qui n'appartient à personne, si ce n'est à ceux qui le recréent en le mélangeant à leurs langues et à leurs cultures, et en l'incorporant au récit de leur histoire collective et personnelle.

L'union par les valeurs communes de compréhension et de respect de la diversité linguistique et culturelle au service d'un développement pluraliste et d'une réciprocité minimale : voilà ce qui fonde aujourd'hui, avec et par-delà le principe linguistique, l'ambition du projet francophone.

C'est ce qui explique l'adhésion croissante à l'OIF (comme membres ou associés) de pays non francophones : Grèce, Chypre, Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque, Arménie. Des États lusophones en particulier s'y retrouvent également : Mozambique, Guinée-Bissau, São-Tomé-et-Principe, Cabo Verde. Par ailleurs, on assiste à l'adhésion d'institutions de pays non membres à des opérateurs de l'OIF : 13 grandes universités brésiliennes, désireuses de construire de véritables communautés de connaissances interuniversitaires avec leurs homologues du Sud, ont rejoint l'Agence universitaire de la Francophonie.

Montreux a ainsi tout le sens d'un sommet qui incarne un projet politique et éthique fascinant : l'introduction des enjeux géoculturels à l'échelle de la gouvernance globale, sur un pied d'égalité avec les logiques géoéconomiques et géopolitiques. Cependant, il faut prendre garde à ce que cette fascination ne soit pas seulement liée au passé ou à l'instant. On peut s'embrasser sans se connaître, ou, surtout, sans se reconnaître...

En raison de cette ambition géoculturelle et de sa part d'utopie (comme Brasilia sur un autre plan, mais avec des effets de dégradation qui ne sont pas sans similitudes), le sommet demeure un chantier difficile, qui court le risque de décevoir. Car il n'est pas facile de trouver son chemin entre les tenants de l'uniformisation et ceux de l'affrontement planétaire des identités.

Si on n'y prend garde (ou si on s'y prend bien, selon le point de vue), on peut en une ou deux générations construire un monde de parfaits impassibles, un monde dépourvu de toute langue et de toute culture autres que celles qui auront été décrétées de ce monde-là, sous l'autorité de la plus géante d'entre elles. Ce monde, gorgé de suffisance et de globalisme, serait le siège d'une nouvelle forme de nationalisme à l'échelle internationale. Il aurait toutes les chances de fonctionner comme une machine à exclure l'Autre, c'est-à-dire tous ces autres dont les langues et les pratiques culturelles auront alors été rejetées à la périphérie, toujours plus lointaine et invisible, de la cité globale, parce que les locuteurs centraux, eux, auront réappris à craindre ce qui n'a pas leur semblant - de vérité.

En ne séparant pas l'anniversaire de la Francophonie et la joie de pouvoir le commémorer à Montreux (peu nombreux étaient ceux qui y croyaient il y a 40 ans) de la désespérante accumulation des effondrements haïtiens, on comprend que c'est moins de la Francophonie elle-même qu'il est question (bien que cela soit loin d'être hors de propos) que des alternatives qu'elle peut inventer et mettre en Suvre, en interaction avec les autres espaces géoculturels, hispanophone et lusophone en particulier, dans le sens d'une réappropriation, par des locuteurs-citoyens, des décisions et des moyens touchant leurs langues, leurs cultures, leurs vies.

Au premier rang de ces alternatives, on mentionnera la conception d'une articulation de la communication et de la gouvernance qui redonne souffle à une pensée non essentialiste de la polyphonie du monde. S'agit-il d'étendre la communication par cercles concentriques à partir d'un noyau linguistique unique, qui serait bientôt convoité et

À la veille de Montreux : quels pactes en langues ?

prétexte à toutes les prébendes et privilèges sociaux ? Ou faut-il inventer de nouveaux centres, de nouveaux cSurs mixtes de communication, irrigués par des services éducatifs renforcés et riches en croisements, c'est-à-dire à l'exact opposé de la politique linguistique globale actuelle ? Deux conceptions de la société et de la gouvernance s'affrontent ici de façon concrète.

Il n'est pas vain de relever l'homologie existant entre cette solution et les objectifs et stratégies de l'aménagement urbain. Les inégalités territoriales, qu'entraîne le développement urbain sur le modèle exclusif d'une répartition plus ou moins étanche entre zones de riches et zones de pauvres, ont partie liée avec l'extension mercantile du monde à partir d'une seule langue, créatrice de périphéries expressives se caractérisant par un dedans et un dehors excluants.

Si le projet veut rester fidèle aux rêves qui l'ont fait naître et qu'il continue de démarquer, Montreux et l'alliance des grandes organisations géoculturelles devront peser de tout leur poids pour inverser le rapport de force en faveur des structures expressives et sociales les plus fragiles, à la fois au sein de chacune d'entre elles et ensemble.

Les espaces géoculturels ne sont pas parés de toutes les vertus. Mais on aimerait les voir plus citoyens : qu'ils prennent la forme de propriétés coopératives où tous pourraient s'exprimer, et qu'ils soient aussi plus près des lieux de langage, par exemple des zones périurbaines ou rurales où on se désagrège en silence parce que, dépossédé de sa langue, on entretient un rapport difficile, voire impossible, avec sa parole.

Le chemin est long et exigeant mais, pour cette raison même, il est entraînant et motivant. La vocation des espaces géoculturels est de le tracer dans le réel et d'en faire le récit pour l'inscrire dans l'imaginaire, en veillant fermement à ce que le tracé soit orienté par l'interdépendance et l'indivisibilité des droits fondamentaux (à la langue, à la culture, à la vie) des communautés de citoyens qui les habitent. Il est de notre responsabilité d'agir et de nous reconnaître, autant que faire se peut, dans ce mouvement civique et sensible de croisement à part entière de langues et de cultures, qui nous parle d'avenir.

/ PATRICK DAHLET

AMBASSADE DE FRANCE À BRASILIA

UNIVERSITÉ DES ANTILLES ET DE LA GUYANE

Des outils pour la francophonie

Depuis 2006, l'Agence universitaire de la Francophonie met à la disposition des départements universitaires de français, des centres universitaires d'enseignement des langues et des filières universitaires francophones des outils d'appui à l'activité professionnelle des différentes catégories d'enseignants, d'enseignants-chercheurs, de chercheurs et d'étudiants. Selon le principe de la mutualisation, ce qui est produit dans un contexte académique et dans le cadre d'un modèle économique peut être valorisé par une diffusion internationale ouverte. Les supports et les contenus peuvent ainsi s'enrichir d'une activité d'échanges collaboratifs. Si des pratiques de mutualisation existent dans toutes les économies et dans toutes les organisations humaines, elles sont encore peu mises de l'avant comme facteur qualitatif essentiel. Or, chaque type de mutualisation est une combinaison dynamique de ressources humaines et matérielles, de compétences et de savoirs qui affecte :

- ▶ la qualité de la ressource ou de l'objet matériel ou immatériel échangé ou partagé ;
- ▶ la situation en amont ou en aval du processus de production et le système d'organisation de l'échange ou du partage ;
- ▶ la motivation de l'échange et de la diffusion (coûts, intérêts, enjeux, valeurs).

Dans un contexte paradoxal de dispersion et de concurrence, cette approche inverse une priorité majeure dans l'évolution du système de production et de diffusion des savoirs. On passe d'une attention centrée sur le pouvoir acquis et concentré à une centration sur les pouvoirs distribués et élargis.

Les articles de la rubrique RESSOURCES présentent FORTice et FILIPE, qui font partie des outils rassemblés dans le site de ressources mutualisées www.aidenligne-francais-universite.auf.org.